

Il est minuit moins trois

Michel Pinault

« En approchant et en dépassant les 2°C, le réchauffement planétaire risque de déclencher des phénomènes non linéaires irréversibles. (...) Au train où vont les choses, le monde (de la fin du siècle) sera plus chaud de 4° C et sera marqué par des vagues de chaleur extrême, un déclin des réserves mondiales de nourriture, la perte d'écosystèmes, l'appauvrissement de la biodiversité et une hausse du niveau des mers qui mettra des vies en danger. (...) De plus, il n'existe aucune certitude que l'adaptation à un monde plus chaud de 4° C soit possible. »

Climate change report warns of drastically warmer world this century, rapport de la Banque mondiale, 18 novembre 2012, cité par Naomi Klein.

A la fin des années 1940, aux débuts de la guerre froide et de la course aux armements nucléaires, les *Atomic Scientists* américains avaient choisi le dessin d'une pendule marquant minuit moins trois minutes comme logo de leur journal où ils tenaient la chronique de leurs actions pour tenter d'empêcher la survenue de la catastrophe nucléaire totale vers laquelle le monde semblait se diriger.

Plus de soixante-dix ans plus tard, alors que, jusqu'à nouvel ordre, cette catastrophe nucléaire n'a pas eu lieu, au moins sous la forme que les savants de Los Alamos avaient envisagée, l'humanité fait face à un nouveau défi, peut-être plus urgent, plus tragique et plus définitif encore, celui du bouleversement en cours de notre écosystème terrestre sous les effets du processus dit de « réchauffement planétaire ». Les scientifiques de référence ont, en effet, fixé à l'année 2017, le moment où, faute de réaction appropriée, l'humanité va basculer dans l'irréversible. De nouveau, il est minuit moins trois dans le siècle.

En décembre, doit se tenir à Paris la COP 21 – la 21^{ème} *Conference of the parties* – c'est-à-dire la 21^{ème} conférence de suivi de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique qui s'était réunie une première fois à Rio, en 1992... Rappelez-vous... Bali, Copenhague, Cancun, Durban, Doha, Lima, et maintenant Paris. Tout ça pour quoi ? Selon les brouillons de textes préparatoires de la COP 21 qui sont en circulation, on se dirige vers une réédition des précédentes conférences avec polarisation du débat sur les engagements, par

État et en pourcentage, de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour les années qui viennent. Des mesures qui resteront, de toutes manières, loin, très loin, de ce qu'il faudrait envisager pour inverser la tendance à l'augmentation de la concentration de ces gaz à effet de serre dans l'atmosphère et surtout rien qui ressemble, de près ou de loin, à une tentative d'adopter une analyse systémique du problème posé à l'échelle de l'humanité et de définir les solutions d'ensemble, globales, fondamentales qu'il conviendrait de décider pour que la Terre puisse échapper à ce qui paraît de plus en plus un destin inéluctable.

La publiciste altermondialiste canadienne Naomi Klein, déjà connue, entre autre, pour ses essais sur *La Tyrannie des marques* (2001) et *La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre* (2008) vient de publier un nouvel ouvrage intitulé *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique* (Actes Sud 2015). Je vous propose ci-dessous quelques extraits de l'avant-propos de son livre.

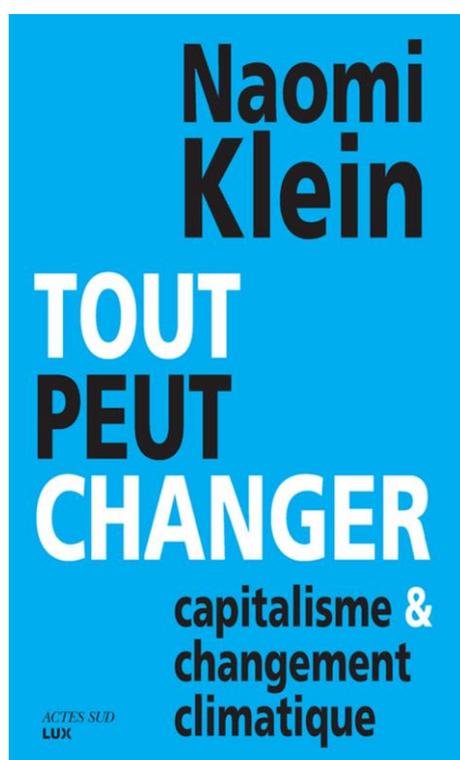
Naomi Klein place en exergue une citation d'un rapport de 2014 de l'Association américaine pour l'avancement des sciences où on peut lire que « au-delà d'un certain seuil, une augmentation des températures pourrait provoquer des changements brusques, imprévisibles et potentiellement irréversibles dont les conséquences, à grande échelle, seraient dévastatrices. » Et le rapport constate aussitôt que « confrontés à une crise qui menace notre survie en tant qu'espèce, nous persistons avec

zèle dans les activités même qui l'ont provoquée ». Le décor est planté.

L'auteure dresse un rapide bilan de la manière dont les États et l'ONU se sont confrontés à la crise climatique depuis plus d'un quart de siècle. Elle relève cette phrase qu'une représentante d'une ONG lançait à la face des délégués à la Conférence de Durban, en 2011 : « Vous négociez depuis que je suis née !... » Elle relève que les émissions mondiales de CO₂ ont été, en 2013, 61% plus élevées qu'en 1990, elle souligne que l'objectif de stabiliser la hausse de la température moyenne mondiale en-dessous de 2°C « fait d'ores et déjà figure de rêve utopique », elle cite même Kevin Anderson, un des principaux conseillers du gouvernement britannique pour le changement climatique, pour qui un réchauffement de 4°C « est incompatible avec toute représentation raisonnable d'une communauté mondiale organisée, équitable et civilisée. »

L'auteure ne cache pas son scepticisme à l'égard d'une « option qui consiste à prendre la crise en compte tout en se disant que la seule solution est de modifier nos comportements - en recourant à la méditation, aux marchés "bios" et en prônant la suppression de la voiture, mais en "oubliant", ce faisant, d'essayer de changer pour de bon le système responsable de la crise ». Elle suggère au contraire l'idée d'un « Plan Marshall pour la planète », comme il y avait eu, en juin 1947, un « Plan pour le redressement européen » annoncé par le président des États-Unis, Harry Truman, qui s'éleva à 13 milliards de dollars. Elle fait aussi référence au Plan Paulson qui, en 2008, avait mobilisé 700 milliards de dollars puis plus de 1000 milliards aux États-Unis pour « sauver le système bancaire » ; elle rappelle ainsi que « lorsque les élites eurent décidé de déclarer l'état de crise » on trouva l'argent « sans

attendre ». Naomi Klein ajoute : « Si suffisamment d'entre nous cessons de détourner les yeux et décidons que le dérèglement climatique constitue bel et bien une crise nécessitant une intervention de l'ordre du Plan Marshall, alors elle sera perçue comme telle et la classe politique n'aura d'autre choix que de réagir. (...) L'histoire des luttes populaires pour la justice économique et sociale est riche d'éclatantes victoires en situation de crise majeure. Mentionnons, parmi elles, les politiques du New Deal adoptées aux États-Unis dans la foulée du krach de 1929 et les innombrables programmes sociaux mis en place après la Deuxième Guerre mondiale. (...) L'essentiel étant de bâtir de puissants mouvements de masse capables de résister aux défenseurs d'un statu quo défaillant. »



La base de l'argumentation de N. Klein est une reprise de son livre *La Stratégie du choc* dans lequel elle a montré que « les milieux d'affaires, durant les quarante dernières années, ont systématiquement tiré parti des divers types de crises pour imposer des politiques destinées à enrichir une petite minorité : dérèglementations, réduction des dépenses sociales, privatisations à grande échelle... (...) De nombreux signes laissent entrevoir que la crise du climat risque de ne

pas faire exception à la règle : au lieu d'inspirer des politiques par lesquelles on pourrait prévenir un réchauffement désastreux ou protéger les populations d'inévitables catastrophes, cette crise pourrait elle aussi être utilisée pour allouer encore plus de ressources au "1%". (...) Rien de tout cela n'est très surprenant. Le système actuel est conçu pour inventer de nouvelles façons de privatiser les biens communs et de mettre les catastrophes au service du profit ; livré à lui-même, il n'est capable de rien d'autre. » (Note : les « 1% » sont une allusion au slogan du mouvement Occupy Wall Street qui proclamait qu'ils étaient les 99% de la société américaine.)

LE CAPITALISME SAUVERA L'HUMANITÉ!



Charb

(<http://www.goodplanet.org/mercredi-cest-charlie-charb-sinterroge-sur-lavenir-de-la-planete/>)

« C'est quoi notre problème, demande Naomi Klein ? Qu'est-ce qui nous empêche d'éteindre l'incendie qui menace de ravager notre maison collective ? » Et sa réponse est d'ordre systémique ; elle est, faut-il le dire, révolutionnaire. Pour l'auteure, « les politiques à mettre en œuvre sont fondamentalement incompatibles avec le capitalisme déréglementé dont l'idéologie a dominé

toute la période durant laquelle nous nous sommes démenés pour trouver une issue à la crise du climat. » Elle constate que tandis que les négociations internationales sur le climat « se sont enlisées avant d'échouer », celles qui ont mené à la mondialisation de l'économie « ont volé de victoire en victoire ». Voici le cœur de son analyse : « La logique marchande dans laquelle on a enfermé la vie publique a relégué les mesures climatiques les plus immédiates et les plus évidentes au domaine de l'hérésie politique. (...) La compétition acharnée que se livrent les États bloque les négociations internationales, les pays riches campent sur leurs positions, les pays pauvres refusent de renoncer à leur droit de polluer. Pour que le moindre changement puisse se produire, une nouvelle vision du monde devra s'imposer. (...) Comment investir massivement dans des services publics et des infrastructures carboneutres à l'heure où le secteur public se voit systématiquement démantelé et privatisé ? Comment réglementer, imposer et sanctionner les entreprises du secteur pétrolier à l'heure où de telles politiques sont qualifiées de survivance du communisme autoritaire ? Comment soutenir et protéger le secteur des énergies renouvelables de manière à ce qu'elles puissent se substituer aux énergies fossiles à l'heure où le terme de "protectionnisme" fait figure de gros mot ? (...) L'époque se caractérise tant par l'exportation massive de produits sur de très longues distances que par la généralisation au monde entier du modèle de production, de consommation et d'agriculture fondé sur le gaspillage. (...) Selon les experts, comme Kevin Anderson, pour que le

réchauffement ne dépasse pas l'objectif de 2° C, les pays riches devraient réduire leurs émissions (de CO₂) de 8 à 10% par an. Il va sans dire que le "libre" marché ne pourra jamais y parvenir. (...) Le problème, c'est que, à une telle échelle, la planification et la gestion de l'économie sont, dans le cadre de l'idéologie dominante, tout à fait impensables. La seule contraction gérable par le système actuel est un effondrement brutal dont

feront surtout les frais les plus vulnérables. (...) En fait, le système économique et la planète sont en guerre l'un contre l'autre. Ou plus précisément, l'économie est en guerre contre de nombreuses formes de vie sur terre, y compris la vie humaine. (...) La bataille fait rage, mais, pour le moment, le capitalisme est en train de l'emporter haut la main. La question consiste à savoir si le pouvoir peut changer de mains, passer des milieux d'affaires aux milieux de vie. Pour qu'une mutation de cet ordre se produise, il faudrait que les masses de gens qui pâtissent du système actuel s'unissent afin de former une force suffisamment déterminée et plurielle pour rompre l'équilibre des pouvoirs. (...) Un tel changement met en cause non seulement le capitalisme, mais aussi ses assises matérialistes, que certains qualifient d'"extractivisme". Les mesures à prendre (...) contredisent désormais le fondement même du système économique : la croissance à tout prix. » (Note : le terme "extractivisme", venu du Brésil, désigne un modèle de développement basé sur l'exploitation des ressources naturelles, humaines et financières, guidé par la croyance en une nécessaire croissance économique. Il est de sens proche du mot "productivisme", plus courant en France)

La fin de l'avant-propos du livre de Naomi Klein prend des allures prophétiques dont on peut se demander si, trop réalistes, elles ne finissent pas par être contreproductives : « Il est trop tard pour prévenir le dérèglement climatique : il est déjà en cours, écrit-elle, et, quoi que nous fassions, des catastrophes de plus

Changement climatique : la proposition dont aucun État ne veut

Maxime Combes, économiste d'ATTAC-France a publié dans *Libération* (28 mai 2015) une tribune dans laquelle il avance, en vue de la COP 21, une proposition qui semble une évidence et qui, bien que mise en avant par des ONG depuis plus de 25 ans, n'est jamais discutée. Quelques extraits :

« Alors que les énergies fossiles représentent 80% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, et qu'on ne cesse de forer pour en trouver davantage, aucun État, aucune institution internationale, ne propose de limiter la production de charbon, de gaz et de pétrole. Ce n'est pas nouveau : en plus de vingt ans de négociations sur le réchauffement climatique, il n'a jamais été véritablement question de définir des objectifs et des mécanismes visant à laisser tout ou partie des réserves d'énergie fossiles dans le sol. Si votre marmite commence à déborder, vous contentez-vous d'en essayer les rebords ? Non : chacun sait qu'il faut réduire la puissance du feu pour stopper les frais. Pourtant, dans le cas des négociations sur le changement climatique, personne ne s'y résout. (...) Les études scientifiques, désormais nombreuses, qui montrent que deux tiers à quatre cinquièmes des réserves de combustibles fossiles doivent rester dans le sous-sol, ne sont pas réellement prises au sérieux. Dernière en date, le travail de Christophe McGlade et Paul Ekins, de l'University College de Londres, publié dans la revue *Nature* du 8 janvier. Selon eux, un tiers des réserves de pétrole, la moitié de celles de gaz et plus de 80% de celles de charbon ne doivent pas être exploitées, si nous voulons conserver 50% de chances de maintenir le réchauffement sous la barre des 2°C : « *L'instinct des hommes politiques, consistant à exploiter rapidement et complètement les énergies fossiles disponibles sur leur territoire, est incompatible avec leur engagement à tenir l'objectif de 2°C* », écrivent-ils. Les auteurs concluent que toutes les réserves d'hydrocarbures non conventionnels (Arctique, hydrocarbures de schiste, etc.), sur lesquelles se précipitent États et multinationales, devraient être classées comme « non brûlables ». Ils proposent ainsi une forme de moratoire international sur toute nouvelle exploration et mise en exploitation d'énergies fossiles. Un bon début : ne pas augmenter le feu sous la marmite, à défaut de le réduire. »

en plus terribles surviendront. Cependant, il n'est pas trop tard pour éviter le pire. Il nous reste suffisamment de temps pour nous transformer nous-mêmes afin de nous découvrir solidaires quand se produiront ces désastres. Le jeu, selon moi, en vaut la chandelle, car ce qu'une crise d'une telle ampleur a de particulier, c'est qu'elle change tout : des réalités prétendument incontournables ne peuvent tout simplement plus se maintenir, et des objectifs prétendument impossibles à atteindre doivent être envisagés toutes affaires cessantes. »

Au moment où je mets ce texte en forme, en espérant qu'il pourra trouver sa place dans *Le Crampon*, la ministre de l'écologie, madame Ségolène Royal, déclare au *Monde* (1^{er} juin 2015) que les négociation en cours, en vue de la COP 21 « sont totalement inadaptées à l'urgence climatique ». Selon elle, il manque un réel engagement politique de la part des chefs d'États qui laissent libre cours à l'ardeur technocratique des professionnels de la négociation. Elle dit même, de façon assez ambiguë malgré tout, que « le mouvement de la société est crucial pour accompagner l'accord ». Ainsi, au moment où les ONG s'inquiètent de l'éco-blanchiment (« greenwashing ») auquel se livrent de plus en plus certaines multinationales, Mme Royal dit qu'il « vaut mieux voir les entreprises s'intéresser au marché de la croissance verte » et M. Fabius nous apprend que la COP21 sera financée par les plus grands pollueurs français.

Tout cela me semble pouvoir concerner une association comme le GUMS qui, dans ses statuts, ne se donne pas seulement pour but de développer les pratiques sportives de la montagne mais aussi de mener une action d'éducation en direction de ses adhérents et du public, et de favoriser des mobilisations sur des questions de société. On peut en effet penser que si un mouvement massif et profond se manifestait, venant des forces sociales elles-mêmes, les données et l'issue de la Conférence de Paris de cet automne en seraient modifiées. Ce n'est pas ce qui semble le plus probable tant nos sociétés semblent atones et paralysées face aux crises actuelles, aux drames qu'elles engendrent, et sans illusions face aux politiques qui sont sensées leur apporter réponse. Mais devant l'urgence et l'inéluctable ?.... Il est minuit moins trois.

1^{er} juin 2015